

## A Tunis, Macron déploie sa «stratégie méditerranéenne»

PAR LILIA BLAISE ET RACHIDA EL AZZOUZI  
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 2 FÉVRIER 2018



Emmanuel Macron et Bertrand Delanoë, dans la Medina de Tunis. © Reuters

En Tunisie, le président français a mis en avant la jeunesse, celle des Tunisiens comme la sienne, pour assurer de sa volonté d'aider le pays, surtout en matière de développement économique, « *non pas comme un ami mais comme un frère ou une sœur* ».

« *Humilité* ». Emmanuel Macron a beaucoup répété ce mot, ce jeudi 1<sup>er</sup> février devant le parlement tunisien, lors de son discours étudié pour être l'événement de son déplacement marathon en Tunisie, sa première visite d'État dans le monde arabe et au Maghreb, première étape d'une nouvelle mini-tournée en Afrique qui se poursuit au Sénégal. « *Humilité* », comme pour se prémunir d'être assimilé à un donneur de leçons et à ses prédécesseurs. Le président français veut être celui qui réinventera les liens séculaires avec l'autre rive de la Méditerranée et la Tunisie – « *le modèle* », « *l'espoir* », « *le laboratoire de la seule expérience de transition démocratique réussie* » sept ans après les révolutions arabes – sera sa vitrine.

Il a appelé à organiser cette année une première réunion en France avec des dirigeants, des membres de la société civile, des chercheurs de quelques pays européens méditerranéens et du Maghreb pour réfléchir à « *une vraie stratégie méditerranéenne* ». Loin de l'UpM, l'Union pour la Méditerranée voulue en 2007 par Nicolas Sarkozy, plongée depuis dans le coma. « *Je ne suis pas comme les autres et en plus, moi, je suis jeune comme la jeunesse de votre pays, nous incarnons une nouvelle génération* », a-t-il laissé entendre en filigrane tout au long de son discours

devant une assemblée désertée par les partis de gauche tunisiens et composée essentiellement des députés de Nidaa Tounes et d'Ennahda, la coalition au pouvoir. 150 députés étaient présents sur 217.

Promettant d'aider, « *non pas comme un ami mais comme un frère ou une sœur* », ce « *petit pays, lové entre tant de géants, bousculé par tous les vents contraires* », qui « *a instauré un État civil là où beaucoup pensaient que c'était impossible, (...) qui a fait mentir ceux (...) qui disent que les sociétés où l'islam est présent ne sont pas compatibles avec la démocratie* », Emmanuel Macron a fait une série d'annonces sur les plans économique et social, éducatif et universitaire. Il a lancé les mêmes appels à la jeunesse qu'à Ouagadougou ou Alger, l'invitant à prendre son destin en mains en Tunisie, surtout pas en rêvant d'un visa pour la France. L'Afrique, c'est le continent de la jeunesse de demain, a réaffirmé en substance le fondateur d'En Marche!. Et il s'est bien gardé de toute critique du pouvoir tunisien, pourtant accusé d'avoir renoué avec les méthodes du régime déchu en 2011 en réprimant violemment les manifestations du début janvier contre la vie chère. « *Nous sommes dans un pays où une Constitution existe, où les règles de droit sont respectées* », a-t-il balayé lorsqu'un journaliste l'a interrogé sur le **dernier communiqué de Human Rights Watch** qui dénonce des violences policières lors des **manifestations**, appelant à ne pas « *ravaler des démocrates même imparfaits au même rang que les despotes et les tyrans* ».



Emmanuel Macron et Bertrand Delanoë, dans la Medina de Tunis. © Reuters

Trente millions de la dette tunisienne (qui s'élève à 800 millions d'euros) à l'égard de la France convertis en investissements locaux ; un milliard sept cents millions d'euros d'ici à 2022 dont cinquante millions

d'euros débloqués en urgence pour aider à sortir les jeunes diplômés du chômage ; une université tuniso-française en 2019 qui sera le phare éducatif du Maghreb, de la Méditerranée, l'Afrique ; la relance de la langue française à travers des Alliances françaises et un sommet de la francophonie en 2020 à Tunis... Autant d'annonces faites aux Tunisiens, qui restent à traduire en actes, mais aussi « *une bataille essentielle à mener pour la sécurité, contre le terrorisme* ». À ce sujet, Emmanuel Macron a pointé la responsabilité de l'Europe, des États-Unis, la France en particulier, dans le chaos libyen, non sans impact en Tunisie.

Pour certains Tunisiens, même s'ils admirent l'homme et la personnalité du chef d'État français, la lassitude face à la langue de bois et les discours officiels commencent à poindre. « *Ce n'est pas spécifique à Emmanuel Macron mais plutôt à tous ces discours officiels qui ne cessent de vanter la transition démocratique alors qu'ici, sur le terrain, nous craignons un retour à des dérives autoritaires* », souligne Selim Kharrat, président de l'ONG Al Bawsala, qui œuvre pour la démocratie et la transparence des institutions en Tunisie depuis près de sept ans. « *Il y a bien des violences et des relations très tendues en ce moment entre les journalistes et le système sécuritaire, donc cette langue de bois devient un peu gênante pour nous au niveau de la société civile.* »

« *L'autre aspect qui gêne, c'est que finalement, il y a des annonces de prêts, d'argent alors que jusqu'à maintenant, il n'y a pas eu d'évaluation en Tunisie des politiques de développement qui témoignent du bon usage ou non de ces aides. Le vrai problème, c'est que toutes ces aides ne se traduisent pas dans l'amélioration du quotidien du Tunisien* », ajoute Selim Kharrat. À titre d'exemple, lors de la visite de François Hollande en 2015, le président avait annoncé la reconversion de soixante millions d'euros de dettes pour un projet de développement pour l'hôpital de Gafsa dans le centre du pays. Or le projet commence à peine et ne sera fini qu'en 2021, d'après un **reportage du NouvelObs**.

## Entre scepticisme, pragmatisme et enthousiasme

« *Finally, nous continuons à nous endetter sans vraiment savoir pourquoi. La nature des relations entre la France et la Tunisie a peu changé même s'il y a une volonté de consolider les liens avec la Tunisie. Je prends pour exemple le fait que nos gouvernants discutent en ce moment de l'Aleca avec l'Union européenne qui risque d'avoir un impact très important et pas forcément positif ici, et cela se fait dans les coulisses du pouvoir et non devant les élus du peuple* », assène Zied Lakhdar, membre du parti des Patriotes démocrates dans le rassemblement du Front populaire, **le parti de gauche**, qui a soutenu les manifestations de début janvier.

Le Front populaire a d'ailleurs fait circuler à l'assemblée lors du discours du président un communiqué de presse officiel demandant l'annulation totale de la dette tunisienne, « *en guise de reconnaissance de sa dette historique et surtout afin d'alléger le fardeau financier d'une dette extérieure qui est l'une des causes de la crise de ses finances publiques* ». Michel Tubiana, le président d'Euromed, une ONG de droits humains, a aussi exprimé dans **un communiqué à l'occasion de la visite du président** une inquiétude face à ce décalage entre les mesures prises par le gouvernement tunisien et les demandes de la société. « *Nous l'avons vu ces semaines passées, le peuple tunisien bouillonne face à la détérioration de ses conditions de vie, et il en faut peu pour que les rues s'enflamment, dit-il. Plus que jamais les négociations pour un Accord de libre-échange complet et approfondi (Aleca) doivent prendre en compte les intérêts de la Tunisie. Il est nécessaire que l'asymétrie existante dans les échanges entre la Tunisie et l'UE soit corrigée, faute de quoi la gronde sociale gonflera, et avec elle l'instabilité régionale.* »

Pour les partis politiques centristes, comme le parti Afek Tounes, la Tunisie attend encore davantage d'action sur le plan de la coopération avec l'Europe. « *Si l'on raisonne vraiment d'État à État, la politique de coopération entre la Tunisie et l'Europe aujourd'hui est largement en dessous de nos espérances. Par*

*exemple, le Maroc a pu aligner son réseau électrique avec l'Espagne, nous, nous attendons encore. Et nous misons surtout sur le charisme d'Emmanuel Macron dans sa politique européenne pour faire passer le message que notre transition politique et économique a un coût », déclare Yassine Brahim, ancien ministre du développement et chef du parti Afek Tounes.*

D'autres politiques comme la jeune députée franco-tunisienne de 20 ans Khawla Ben Aicha, membre du parti social-libéral Machrou Tounes, ont apprécié l'engagement du président français avec des délais précis. « *La situation économique de la Tunisie n'a pas vraiment changé depuis les visites des autres chefs d'État, mais ce que l'on voit surtout dans son discours, ce sont des promesses chiffrées et datées qui montrent que ce ne sont pas juste des promesses, notamment en matière d'engagement pour la culture et l'éducation, car c'est l'un des secteurs nécessitant des réformes en Tunisie.* »

C'est finalement du côté des entrepreneurs et du monde de la finance qu'Emmanuel Macron a trouvé le plus de supporteurs inconditionnels. Du côté d'un des plus grands fonds d'investissements en Afrique, AfricInvest, c'est le pragmatisme qui est de mise. « *Nous sentons que la France est plus dans une démarche avec la Tunisie de colocalisation des entreprises et non plus de délocalisation, ce qui veut dire que les entreprises peuvent avoir un pied en France et en Tunisie et créer de la valeur des deux côtés », atteste Aziz Mebarek, co-fondateur du fonds qui a investi dans près de 140 entreprises en Afrique. Depuis 2016, il a inauguré avec BPI France le premier fonds transfrontalier franco-africain qui permet aux entreprises africaines d'investir en France, et vice versa.*

Emmanuel Macron a clôturé un forum économique organisé par la chambre du commerce et de l'industrie tuniso-française, lors duquel des chefs d'entreprise

français et des investisseurs ont pu rencontrer leurs homologues tunisiens. « *Je perçois l'action d'Emmanuel Macron autour de trois axes. D'abord à mon échelle personnelle, en tant qu'entrepreneur tunisien ayant un pied en France et en Tunisie, il m'inspire parce que la jeunesse tunisienne aspire à un gouvernement jeune et il renvoie cette image très positive que c'est possible », témoigne Karim Jouini, fondateur de la start-up Expensya et invité dans la délégation officielle. « Après, en tant qu'entrepreneur, je suis dans un temps court qui n'est pas forcément le temps politique, ajoute-t-il. Nous avons besoin de mesures qui doivent être appliquées rapidement ; donc autant je profite d'une certaine visibilité avec la visite du président, autant nous tous attendons aussi que les actions promises soient appliquées. J'ai toujours peur que la Tunisie reste perçue comme un sous-traitant de la France. »*

Pour Wassim Ben Larbi, journaliste économique qui l'avait **interviewé en novembre 2016** avant qu'Emmanuel Macron ne soit candidat, c'est à la fois son charisme et sa cohérence qui ont séduit les jeunes entrepreneurs tunisiens. « *Je suis allé au discours qu'il a fait mercredi à la résidence de l'ambassadeur et j'ai eu l'impression de revoir l'interview que l'on avait faite, dit-il. Il avait promis que s'il était président, il reviendrait avec des investisseurs français et qu'il s'engagerait pour la jeunesse, donc pour moi, il a tenu ses promesses, et on espère bien sûr que cela se concrétise.* »

Reste qu'Emmanuel Macron aura clôturé sa visite en demi-teinte. Il a retransmis *via* un Facebook Live sur sa page officielle une visite dans la médina de Tunis. Si certaines personnes venues à sa rencontre lui crient « *Bienvenue* » ou « *Vive la France* », une femme lui confie que son fils est un immigré sans papiers, pendant que d'autres l'alpaguent pour lui demander « *des visas pour la France* ».

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : [contact@mediapart.fr](mailto:contact@mediapart.fr)

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : [serviceabonnement@mediapart.fr](mailto:serviceabonnement@mediapart.fr). ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.